

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Umweltschutz
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Petition / Eingabe / Beschwerde
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Berclaz, Philippe
Eperon, Lionel
Gerber, Marlène
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Berclaz, Philippe; Eperon, Lionel; Gerber, Marlène; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Umweltschutz, Petition / Eingabe / Beschwerde, 1991 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Umweltschutz	1
Naturschutz	1
Gewässerschutz	1
Luftreinhaltung	1
Lärmschutz	2
Klimapolitik	2
Abfälle	2

Abkürzungsverzeichnis

BUWAL	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
USG	Umweltschutzgesetz
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
LRV	Luftreinhalte-Verordnung

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
ONU	Organisation des Nations unies
CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
LPE	Loi sur la protection de l'environnement
DMF	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
OPair	Ordonnance sur la protection de l'air

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Naturschutz

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 05.10.1995
LIONEL EPERON

Déposée en 1994 avec plus de 80'000 signatures, la **pétition** du Groupe de travail pour la **protection des mammifères marins** sur la détention de dauphins et de cétacés a été examinée par le parlement. Celle-ci demande l'interdiction immédiate de l'importation de ces mammifères, la fermeture des delphinariums de Suisse ainsi que, si possible, la remise en liberté des dauphins détenus. Première des deux Chambres à se prononcer sur cet objet, le Conseil des Etats a transmis la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte. Faisant de même avec les points 2 et 3 de la pétition, la Chambre du peuple a en revanche décidé, à une faible majorité, de soutenir la requête relative à l'interdiction d'importer des cétacés en la transformant en motion.¹

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 30.10.1996
LIONEL EPERON

Arguant que seules des raisons impérieuses peuvent justifier un **déboisement** en vue de la réalisation d'infrastructures destinées aux sports d'hiver, le Tribunal fédéral a dénié le droit à la station grisonne de Tschierschen de raser 4'350 m² de forêt pour la construction d'un nouveau télésiège devant rejoindre deux domaines skiables. Les juges se sont ainsi rangés du côté de l'OFEFP et de la Ligue suisse pour la protection de la nature qui avaient fait part de leurs griefs à l'égard de ce projet.²

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 19.06.1997
LIONEL EPERON

Les Chambres fédérales ont décidé de classer une pétition de l'association «Action patrimoine vivant» concernant la **restauration du Palais Wilson** à Genève. Inquiets de la façon avec laquelle les travaux de réfection sont menés, les auteurs de ce texte demandaient au parlement d'intervenir pour que la restauration du bâtiment se fasse dans le respect des principes reconnus de la protection du patrimoine. Sur la base d'un examen attentif effectué par la Commission des constructions publiques du Conseil national, les députés des deux Chambres ont estimé que les craintes exprimées par l'association étaient d'ores et déjà prises en considération dans la conduite des travaux.³

Gewässerschutz

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 21.04.1995
LIONEL EPERON

Suite à la décision prise en décembre 1994 par les autorités fédérales d'autoriser l'exploitation d'un **hydravion** et de deux aquaports **sur le Léman**, plusieurs associations de protection de l'environnement - dont la Fondation Helvetia Nostra présidée par Franz Weber - ont déposé un recours commun devant le Conseil fédéral. Estimant toutefois que cette procédure aurait peu de chances d'aboutir, Franz Weber a annoncé, peu après, le lancement de l'initiative populaire «Pas d'hydravions sur les lacs suisses!», au terme de laquelle l'utilisation des eaux publiques par ce type d'appareils est interdite, sauf en cas de détresse.⁴

Luftreinhaltung

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 13.09.1991
SERGE TERRIBILINI

Face au retard important de certains cantons, le WWF a déposé devant la Confédération **une plainte** à l'autorité de surveillance, dans le but de les contraindre à remettre leurs plans de mesure. Il entend que le gouvernement fasse en sorte que les buts et les dates fixés par l'OPair en matière d'assainissement de l'air soient respectés et que le comportement de nombreux cantons, considéré comme ne respectant pas la législation fédérale, soit corrigé.⁵

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 29.05.1996
LIONEL EPERON

De concert avec la plupart des organisations de protection de l'environnement, les **milieus ecclésiastiques** de Suisse ont décidé d'apporter leur soutien actif à la **pétition sur le climat** lancée par le Conseil oecuménique des églises dans l'ensemble des pays industrialisés. Ce document revendique notamment le respect de l'engagement pris lors du Sommet de Rio (stabilisation des émissions de CO₂ à leur niveau de 1990 d'ici la fin du siècle) et demande par ailleurs la fixation d'objectifs contraignants en matière de lutte contre les gaz à effet de serre pour la période de l'après an 2000. Les signatures qui auront été récoltées par ce biais d'ici janvier 1997 seront transmises à l'ONU. ⁶

Lärmschutz

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 09.02.1994
SERGE TERRIBILINI

Ayant à examiner le cas d'un **stand de tir zougois accusé d'être trop bruyant**, le Tribunal fédéral, dans un arrêt, a décidé qu'il convenait d'être restrictif en la matière et que les valeurs-limites de la législation fédérale ne devaient pas être dépassées. Selon les juges, si des exceptions peuvent rester possibles en raison des intérêts de la défense nationale (tirs obligatoires), il ne saurait en aucun cas en aller de même pour ce qui est des tirs sportifs. Cela n'a pas été sans créer des inquiétudes parmi les associations de tireurs, d'autant que plusieurs cantons se sont lancés dans des évaluations qui ont mis en évidence que de nombreux stands devraient être sérieusement assainis ou tout simplement condamnés. Pour sa part, une expertise commandée par le DMF a conclu qu'environ 1'000 installations devraient être fermées pour garantir un plein respect de l'ordonnance sur la protection contre le bruit. ⁷

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 27.03.1997
LIONEL EPERON

Appelé à se prononcer sur une querelle de voisinage au sujet du **bruit provoqué par des enfants** sur une place de jeux, le Tribunal fédéral a estimé que ce genre de nuisances tombe théoriquement sous le coup de la LPE. Néanmoins, la Haute Cour a précisé que les bruits exclusivement diurnes d'enfants jouant dans une zone d'habitation restaient en principe dans le registre de ce qui doit être toléré par la population avoisinante. Les plaignants, qui souhaitaient que la place de jeux soit déplacée ou tout au moins fermée à certaines heures, ont ainsi été déboutés. ⁸

Klimapolitik

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 07.01.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der WWF reichte bei den Geschäftsprüfungskommissionen der beiden Räte eine Aufsichtsbeschwerde gegen den Bundesrat ein, in welcher er den **Vollzugsnotstand im Bereich der Luftreinhaltung**, insbesondere was die kantonalen Massnahmenpläne anbelangt, anprangerte. Seiner Ansicht nach ist die gesamte Landesregierung verantwortlich für den schleppenden Vollzug. Ende des Berichtsjahres waren vier kantonale Massnahmenpläne noch nicht vorgelegt (AR, JU, VD und VS). ⁹

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 17.10.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Devant ce qu'il jugeait l'incurie des politiciens, le WWF a déposé une **pétition** munie de 40 000 signatures **pour l'introduction en juillet 2004 de la taxe sur le CO₂**. Ce prélèvement incitatif a reçu le soutien de Pro Natura, Greenpeace, l'ATE et Equiterre, ainsi que du PS et des Verts. Par cette action, le WWF entendait faire pression sur le parlement. Les associations écologistes ont également critiqué le centime climatique. ¹⁰

Abfälle

PETITION / EINGABE / BESCHWERDE
DATUM: 16.10.2014
MARLÈNE GERBER

Ende 2014 reichte der WWF beim Bund eine Petition mit über 20'000 Unterschriften ein mit der Forderung, den **Food Waste bis 2025 zu halbieren**. Im Herbst vor zwei Jahren hatte die Umweltorganisation bereits eine Studie veröffentlicht, die den Lebensmittelverlust nach den verschiedenen Anspruchs- und Lebensmittelgruppen aufschlüsselt sowie Empfehlungen zur Verringerung von Food Waste abgibt. Gemäss der Studie, die auf Erkenntnissen zweier Masterarbeiten beruht, fällt ein beträchtlicher Teil der Lebensmittelverluste (45%) bei den Haushalten an. Weitere 30% gehen auf das Konto der Verarbeitungsindustrie und weitere 13% auf dasjenige der Produktion. Dagegen sind die entstehenden Verluste im Handel (2%) sowie im Detailhandel und Gastgewerbe (je 5%) vernachlässigbar. ¹¹

Les commissions parlementaires ont procédé à l'examen préalable de la **pétition contre le gaspillage et la réduction des pertes d'au moins 50% d'ici 2025 des denrées alimentaires**. La CEATE-CN décidait de ne pas y donner suite par 12 voix contre 7. La CEATE-CE proposait par 6 voix contre 4 de suivre la décision de son homologue. Une minorité souhaitait l'élaboration d'une initiative ou d'une intervention parlementaire dans le sens de la pétition. Lors du passage au Conseil des Etats, la proposition de la majorité de la commission fut soutenue par 15 voix contre 14. Le Conseil national a choisi de ne pas y donner suite.¹²

1) BO CE, 1995, p. 436 s.; BO CN, 1995, p. 2146 ss.

2) Presse du 30.10.96

3) BO CE, 1997, p. 708; BO CN, 1997, p. 513 s.

4) Presse des 7.2. et 21.4.1995

5) Presse du 13.9.91

6) Presse du 29.5.96

7) LZ, 19.2, 24.9 et 28.10.94; LNN, 18.2, 19.2, 14.5 et 8.10.94; 24 Heures, 5.3.94; BaZ, 22.4, 18.6 et 2.12.94; Express, 14.6.94; Bund, 13.9.94; SGT, 8.10.94; Presse du 9.2.94

8) Presse du 27.3.97

9) Presse vom 7.1.93

10) LT, 16.8 (lancement de la pétition) et 18.11.03 (centime climatique); presse du 17.10.03 (dépôt).

11) Lit. WWF; Medienmitteilung WWF vom 10.12.14; NZZ, 16.10.14

12) BO CE, 2017, p. 303s; BO CN, 2017, p.1193 ; Rapport CEATE-CE du 19.01.17; Rapport CEATE-CN du 17.10.16; NZZ, 9.7.15; TG, 17.3.17